

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 13 JUIN 1981

N° 119

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

- NON A LA DROITE...
- MÉFIANCE ENVERS MITTERRAND ET LE GOUVERNEMENT.
- VOTEZ LE PLUS À GAUCHE POSSIBLE.

Les candidats de la droite antillaise, qu'ils soient UNM (ex-RPR), ou UDF (giscardien), qu'ils s'appellent Maximin, Moustache ou Guillod en Guadeloupe, Petit, Elizé ou Sablé en Martinique, disent de façon ouverte et à l'avance qu'ils sont les candidats opposés à tout changement favorable aux travailleurs. Ils vont en France, espérant renforcer une droite aux abois et sur le point de perdre la majorité à la Chambre des députés français.

Cela a une signification qui ne doit pas laisser indifférents les travailleurs antillais.

Ceux-ci n'ont aucun intérêt à ce que même en France, à 7 000 kilomètres, se renforce la droite française. Puisque de fait, six députés de droite venant des Antilles, c'est un apport réel à cette droite parlementaire.

Mais cela signifie-t-il que nous devons faire une confiance aveugle à cette gauche qui a conquis la présidence de la République en France ?

Nous ne le croyons pas.

Nous pensons que la gauche doit se renforcer aux Antilles comme en France. Mais dans la gauche, il y a une variété d'opinions et positions qui recouvrent des politiques et des intérêts différents. La gauche révolutionnaire, celle qui avertit en France les travailleurs qu'ils doivent se méfier de Mitterrand et de la gauche officielle au pouvoir, qui est déjà allée chercher des ministres dans les valises de la droite (Delors, le nouveau ministre des finances, fut par exemple un conseiller de Chaban-Delmas ; Maurice Faure est lui aussi un vieux politicien conservateur...). Et que dire de tous ces « technocrates », anciens élèves des grandes écoles (ENA), tout comme ceux qui entouraient Giscard ?

Que dire de Mitterrand, lui-même ancien politicien de la IV^{ème} République ? Onze fois, il fut ministre ! Mais il est depuis devenu « socialiste », ayant remis sur les rails un vieux parti socialiste moribond dont il fit l'instrument de sa politique.

Rappelons nous que Mitterrand est ce ministre qui, dans les années 50, interdisait les journaux communistes, trafiquait sur les élections. Ce fut pendant cette période que les Antilles connurent la fraude électorale la plus éhontée. Les élections du Moule en cette période où Rosan Girard était un maire populaire soutenu par les travailleurs étaient régulièrement faussées ou cassées par le pouvoir.

Il y eut sous les gouvernements de la IV^{ème} République, dont les socialistes étaient souvent les principaux animateurs, des grèves réprimées, des

Suite P.4.

DECLARATION DE LOUIS MAUGEE CANDIDAT DE COMBAT-OUVRIER DANS LA 2^e CIRCONSCRIPTION. A PROPOS DE LA VISITE DE M. EMMANUELLI AUX ANTILLES.

La venue aux Antilles du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, et les récentes mesures prises par le gouvernement, appellent de ma part plusieurs réflexions.

1) LA DROITE A MENTI

Les partis de droite qui par la bouche de leur porte-parole Elizé, Sablé ou Petit, ont prétendu pendant des années « protéger » la population martiniquaise contre la perte de ses allocations en cas de défaite de la droite, et qui ont voulu se présenter comme des « remparts », viennent de voir leur propagande mensongère brutalement démasquée.

Ces partis de droite une fois de plus

ont fait la preuve que leurs discours n'étaient que démagogie, mensonges et tromperies.

2) DES DÉPARTEMENTS À PART ENTIÈRE OU ENTIÈREMENT À PART ?

Les mesures sociales prises par le gouvernement seront applicables aux DOM, a déclaré Henri Emmanuelli.

Cependant, il apparaît que si les augmentations prévues, et qui sont d'ailleurs fort limitées, sont applicables en Martinique, elles le seront à partir d'allocations et d'un SMIG réduits par rapport aux allocations et au SMIG qui sont ver-

sés aux travailleurs français.

Le secrétaire d'Etat n'a pris aucun engagement sur le fait que le SMIG, les indemnités chômage, les allocations familiales et autres prestations, seront payées en Martinique au même taux qu'en France. La disparité restera maintenue.

Aussi doit-on se poser la question lorsque le ministre déclare aux Martiniquais comme il l'a fait à la Mairie de Fort-de-France : « Votre place est dans la communauté nationale », entend-il par là que les DOM resteront des départements, mais des départements entièrement à part comme ils l'ont été jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire des colonies, au sein de « la communauté nationale » ?

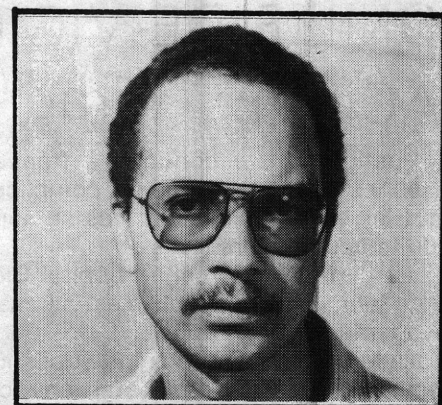
Suite page 4

EN MARTINIQUE LE 14 JUIN VOTEZ

MAUGEE /
BEAUJOUR



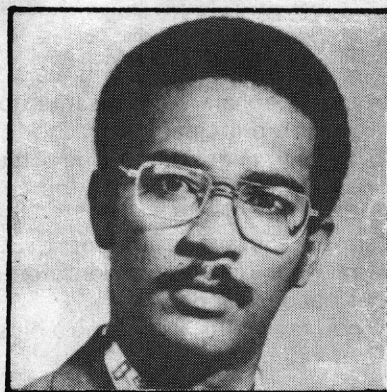
Louis Maugée candidat dans la 2^{ème} Circonscription de la Martinique.



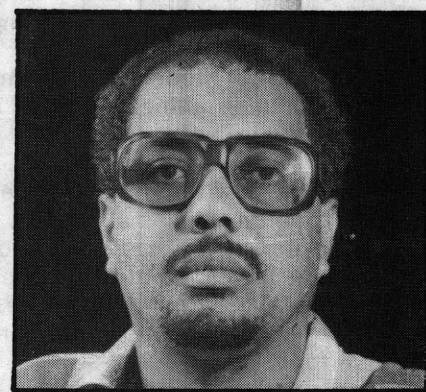
Gérard Beaujour suppléant dans la 2^{ème} Circonscription de la Martinique.

EN GUADELOUPE VOTEZ

ANAÏS /
TREIL



Philippe Anaïs, candidat dans la 2^{ème} Circonscription de la Guadeloupe.



Bruno Treil, suppléant dans la 2^{ème} Circonscription de la Guadeloupe.

POUR LES CANDIDATS DE COMBAT-OUVRIER
VOTEZ LE PLUS À GAUCHE POSSIBLE

QUATRE MILITANTS ANTI- COLONIALISTES LIBÉRÉS



Mado

Plusieurs emprisonnés antillais et guyanais ont été mis en liberté par le nouveau gouvernement, dont quatre militants présumés être du G.L.A.. Le gouvernement avait en effet annoncé son intention de dissoudre la cour de sûreté de l'Etat et de rechercher des apaisements en Corse, en Bretagne et dans les DOM-TOM.

C'est bien la moindre des choses



Jean-Baptiste

en Martinique et contre les journaux et journalistes qui sont actuellement en cours.

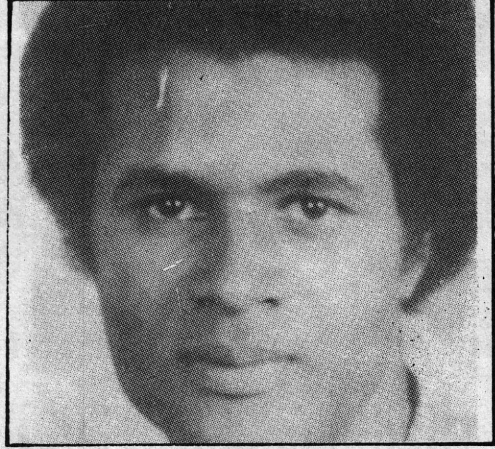
Qu'est-ce qui a fait agir ainsi le nouveau gouvernement ? Il se présente lui-même comme le gouvernement du changement. Il n'avait aucune raison d'entériner ce qui a été laissé par ses prédécesseurs. Ce n'est pas Mitterrand qui a fait arrêter des militants antillais corses ou



Renée Elise

qu'aujourd'hui tous ces hommes soient mis en liberté, car c'est la politique répressive et la volonté assimilationniste à outrance des anciens gouvernements qui les avaient poussés dans la voie de la révolte.

Il reste que nous devons aussi continuer à réclamer très fort la libération de Reinette ainsi que l'arrêt des poursuites contre les militants de *Combat-Ouvrier*



Gamby

guyanais. Il peut très bien refuser de poursuivre ce qu'il n'a pas commencé.

Maintenant il reste à savoir si ce geste sera poursuivi jusqu'à l'arrêt complet des poursuites contre les anti-colonialistes, tous les anti-colonialistes.

RENFORÇONS LA MOBILISATION



Reinette

Nous publions ci-dessous le texte du tract commun publié par l'ensemble des organisations anti-colonialistes après la libération des quatre présumés militants du GLA et le maintien en prison de Luc Reinette.

Les organisations syndicales et politiques, les groupes et Associations, les organes de presse et comités de soutien soussignés mènent depuis plusieurs mois une campagne d'information pour la libération sans conditions des cinq guadeloupéens déferés en mars dernier devant la Cour de Sûreté de l'Etat français : Elise, Gambi, Jean-Baptiste, Mado, Reihette.

Cette campagne a permis de développer la solidarité populaire qui s'est manifestée dès les premiers jours, elle a montré la volonté du peuple guadeloupéen de faire respecter le droit à la révolte contre un système qui nous opprime.

La mobilisation populaire commence à porter ses fruits, après l'élection d'un nouveau président de la République française : les promesses pré-électorales de suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat se confirment ; de nombreux prisonniers politiques sont libérés dont qua-

tre guadeloupéens.

Si la libération de ces quatre guadeloupéens constitue une première victoire, il est incompréhensible et inadmissible qu'un cinquième soit maintenu en prison car tous les cinq avaient été incarcérés pour le même motif.

NOUS EXIGEONS LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DE LUC REINETTE !

NOUS EXIGEONS L'ARRÊT DE TOUTE POURSUITE JUDICIAIRE !

Pour atteindre ces objectifs, il ne faut surtout pas rester à attendre des mesures de clémence. Il faut tout au contraire développer la mobilisation unitaire, pour que cette affaire devienne plus que jamais celle du peuple guadeloupéen tout entier.

Nous n'avons donc pas encore totalement gagné et nous mettons en garde le peuple guadeloupéen contre toutes les calomnies, les faux-espoirs et autres mensonges répandus par certains orga-

nes de presse. Quelles que soient les informations qui seront diffusées dans les jours qui viennent, nous devons nous retrouver massivement :

AU MEETING DU VENDREDI 12 JUIN 19 H À POINTE-À-PITRE

Ont signé :

U.G.T.G. (Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens). C.G.T.G. (Confédération Générale des Travailleurs en Guadeloupe). M.A.S.U. (Mouvement d'Action Syndicale Unifié). S.G.E.G. (Syndicat Général de l'Education en Guadeloupe). Combat-Ouvrier. G.R.S. (Groupe Révolution Socialiste). G.T.A. (Groupe Trotskyiste Antillais). J.A.G. (Jeunesse d'Avant-Garde). G.C.R.A. (Groupe de Recherche et d'Action Chrétien). K.A. Gwadeloup (Collectif des Artistes Guadeloupéens). Le Progrès Social. Le Journal Guadeloupéen. Le Comité Lycéen de Soutien.

COMITÉ DE VIGILANCE DES NOIRS PAUVRES CONTRE LA JUSTICE RACISTE (Tract publié à Fort-de-France)

La justice raciste continue à frapper des jeunes noirs ! La police est complice. Il faut les arrêter. Plusieurs cas se sont produits ces derniers jours :

1) Le dimanche 3 mai à l'hôpital Clarac, un jeune noir hospitalisé est agressé sauvagement par un policier.

Voilà le déroulement des faits qui soulèvent notre indignation. Il était environ 15 H30 au pavillon Roux à l'hôpital Clarac quand D.G., hospitalisé depuis 3 jours à la suite d'un accident de voiture a voulu se promener sur le balcon.

L'infirmière lui demandait de rentrer quand un policier le trouvant trop long à exécuter cette demande intervient avec autorité.

D. répond à ce monsieur : « le mot policier n'a aucune signification pour moi en ces lieux ».

Le policier mécontent de l'insulte, lui donne l'ordre de rentrer immédiatement. Un vif échange de paroles s'ensuit.

Sur ce, le policier lui assène un coup de point sur le nez et avant même que D. puisse lui demander des explications, le policier tire son révolver en hurlant : « Moins ka fouté-ou an bal ! ».

C'est un autre policier qui était présent qui propose à D. de « laisser tomber » parce que le policier en question, un dénommé Rouvel est nerveux et il pourrait tirer.

Plusieurs infirmières ont assisté à la scène.

A la suite du coup, D. va faire des radios et le radiologue demande à l'infirmière de lui faire un pansement sur le nez



pour éviter l'enflure.

De retour dans sa chambre, vers 16 H, D. trouve 7 policiers menaçants dont un commissaire principal blanc.

Ce dernier téléphone au directeur qui autorise qu'on emmène D. parce que, dit-il, c'est un rasta !

Malmené durant le transport, D. sera enfermé dans une cellule de garde-à-vue sale et nauséabonde.

Ne pouvant tenir, il réclame à plusieurs reprises sa libération.

Pour toute réponse, le policier en faction lui dit :

« Cé pa nou ki mète-ou la, touta lè ou ké di yo pété grain, yo pété djol'ou, yo pété cote ou, ald pé djol ou pace que nou pé fè yo féminin-ou a vie l'hôpital psychiatrique Colson « administrativement ».

Il demande alors qu'on le change de cellule, ce que l'on fait vers 23 H 30.

Dans la nouvelle cellule, il n'y avait qu'une planche et il ne pouvait pas s'allonger.

Depuis l'accident où il avait perdu connaissance, il souffrait d'une déchirure dans le dos.

Le lendemain matin vers 6 H 30, retour dans la cellule nauséabonde et à 9 H interrogatoire.

Le commissaire principal, blanc, a la culot de lui demander si la justice française est injuste !

On l'emmène ensuite à la brigade des stupéfiants qui essaye de lui faire dire qu'il est rasta et qu'il fume de la marijuana. Ce qu'il refuse.

Un des policiers, dénommé Batterie, lui dit que s'il avait eu affaire à lui, il serait « en dentelle ».

Quand il réclame à manger vers 13 H on lui dit que s'il n'a pas d'argent, il ne pourra pas manger.

Quand il demande à aller aux toilettes, le policier lui dit qu'il « le fait chier » et va avec lui « vérifier ».

A 15 H, il doit signer un papier pour sortir qui indique qu'on lui a remis ses affaires et qu'il a mangé. Le commissaire lui précise que la signature est obligatoire pour sortir même s'il n'a pas mangé !

Ensuite on l'emmène devant un juge blanc qui le condamne à 8 jours de prison avec sursis.

Aujourd'hui, c'est D.G., malade, agressé, jeté hors de l'hôpital sans avis médical qui est condamné.

Aussi a-t-il décidé de porter plainte contre la police pour séquestration et atteinte à sa vie.

2ème cas.

Samedi 9 mai vers 16 H, deux jeunes, un garçon et une fille voulaient entrer au Parc Floral avec une moto. Le garçon est matraqué par le garde municipal.

3ème cas.

Lundi 18 mai, 11 H, un jeune qui réclamait ses droits à la DDASS est matraqué sauvagement par la police et amené en garde-à-vue.

Voilà le sort qui est réservé à la jeunesse par la justice raciste dans ce pays.

Nous, jeunes, frères de misère, noirs pauvres, nous devons nous regrouper.

Aucun jeune isolé ne peut vaincre la justice raciste des blancs !

Ensemble, oui, nous pouvons résister à la justice raciste !

Si tu veux nous rejoindre, viens mercredi à la Maison des Syndicats à 18 H.

PROJET D'ÉLABORATION D'UNE PLATEFORME D'ACTIONS COMMUNES IMMÉDIATES PRÉSENTÉE PAR LE PARTI COMMUNISTE MARTINICAIS À LA RENCONTRE DU 19 MAI 1981

Ainsi, avec l'élection de François Mitterrand, une situation nouvelle se trouve créée qui peut ouvrir la voie à de nouveaux progrès du peuple martiniquais, à condition que s'intensifie en Martinique la lutte unie des masses populaires pour la libération nationale et sociale.

Dans ce but, le Parti Communiste Martiniquais a invité toutes les formations politiques anti-colonialistes (PPM, MIM, GRS, C.O.) et la Fédération Socialiste à une rencontre le mardi 19 mai, en vue d'élaborer une plateforme d'action com-

mune immédiate, qui serait présentée au nouveau gouvernement de la France.

Le Parti Communiste Martiniquais propose que cette plateforme contienne les points suivants :

- Exercice réel des libertés, et notamment liberté d'expression à FR 3 pour permettre à tous les courants politiques de s'exprimer clairement et équitablement.
- Retrait des gardes mobiles et autres forces de répression.
- Arrêt de la répression et libération des

patriotes antillo-guyanais actuellement emprisonnés.

• Relance de l'économie en vue de créer des emplois, en particulier par la mise en place de la société d'économie mixte autour du Lareinty.

• Maintien du pouvoir d'achat des travailleurs.

• Reconnaissance du droit du peuple martiniquais à diriger lui-même ses affaires, du droit à la responsabilité martiniquaise.

RÉPONSE À L'INITIATIVE DU P.C.M. POUR UNE PLATEFORME D'ACTIONS COMMUNES.



Les dirigeants du Parti Communiste Martiniquais : À gauche, Constant ; au centre, A. Nicolas.

Le Parti Communiste Martiniquais a invité les organisations anti-colonialistes et la Fédération martiniquaise du Parti Socialiste à une rencontre « en vue d'élaborer une plateforme d'action immédiate qui serait présentée au nouveau gouvernement de la France ».

Nous avons participé à la première réunion et avons pris connaissance de la proposition du PCM.

Nos lecteurs pourront trouver ici le texte du projet de plateforme d'action du Parti Communiste Martiniquais.

Ce texte prévoit donc l'élaboration d'une plateforme de revendications à présenter au gouvernement français.

Notre organisation accepte de participer à une telle action commune. Il n'est en effet pas inutile de faire savoir au nouveau gouvernement les problèmes qui se posent aux peuples des Antilles et les revendications qui sont celles des travailleurs de notre pays.

Nous sommes donc prêts à nous associer à une démarche commune de toutes ou de la majorité des organisations anti-colonialistes et ouvrières de ce pays.

Mais la simple présentation d'une telle plateforme ne suffira évidemment pas pour que les problèmes soient réglés. Et il restera aux organisations à définir ce que sera leur attitude en face des réponses du gouvernement. En cas de refus par exemple, de prendre en considération ces revendications !

La simple présentation d'un programme de revendications par des états-majors politiques, si elle peut avoir un écho favorable dans les masses laborieuses, dans la population toute entière, ne signifie pas pour autant qu'elle sera prise en considération par le nouveau gouvernement.

Nous distinguons deux démarches :

Tout d'abord nous sommes d'accord

pour présenter une plateforme de revendications au nom de toutes les organisations ouvrières et anti-colonialistes au nouveau gouvernement.

Ce sera à lui de dire si le « changement » dont il parle conduit à des changements véritables pour ceux qui le désirent.

Mais pour notre part, nous croyons que les organisations qui se réclament des travailleurs et de la population laborieuse en général doivent aussi faire de la présentation de cette plateforme l'affaire de tous. Par des réunions, des débats, des discussions publiques, les travailleurs, les jeunes, les femmes, les chômeurs pourront dire ce qu'ils mettent sous les formules pour l'instant très générales de la proposition du Parti Communiste.

Par exemple, « maintien du pouvoir d'achat ». L'intérêt des travailleurs est d'y mettre eux la nécessité d'une échelle mobile des salaires qui permette au moins d'augmenter régulièrement les salaires en fonction de la hausse des prix. Dans une période de crise où la monnaie perd chaque jour de la valeur, et où les prix ne cessent de grimper, c'est le principal moyen d'obtenir le « maintien du pouvoir d'achat ».

Si l'initiative de la plateforme se prolonge par une telle explication devant les travailleurs et ensuite par une réelle mobilisation pour faire de la plateforme une affaire que la population veut voir réaliser, nous sommes tout prêts à nous associer à un tel prolongement.

De toutes façons, pour notre part, nous dirons publiquement aux travailleurs ce que nous en pensons et nous leur dirons aussi qu'ils ne doivent pas en rester simplement aux souhaits et à l'attente passive d'une réponse du gouvernement à la plateforme de revendications.

Leur propre action peut avoir une influence décisive sur une telle réponse.

SOUSCRIPTION ÉLECTORALE LÉGISLATIVE DES 14 ET 21 JUIN 1981.

Lors des prochaines élections législatives, Combat-Ouvrier présentera deux candidats, en Guadeloupe et en Martinique.

Philippe Anaïs (suppléant Bruno Treil) sera candidat en Guadeloupe dans la deuxième circonscription.

La présence de ce candidat permettra aux travailleurs et aux jeunes d'exprimer leur volonté de changer réellement quelque chose dans leur pays sans attendre le bon vouloir du gouvernement français, même de gauche.

Notre avenir ne dépend ni de la droite française, ni de la gauche française.

Alors tous : travailleurs, femmes, jeunes, qui voulez mettre en avant que votre dignité vous réclame de compter avant tout sur vos propres efforts pour l'émancipation et la libération totale de notre peuple, aidez-nous à le dire.

Aidez-nous dans cette campagne.

La première (mais pas la seule) forme d'aide portée au candidat de Combat-Ouvrier dans la deuxième circonscription de la Guadeloupe, c'est de verser des fonds qui nous permettront de faire face aux très grosses dépenses de cette campagne.

Alors amis, sympathisants, démocrates sincères, donnez généreusement les sommes qui permettront qu'un candidat de Combat-Ouvrier soit présent dans cette campagne électorale. Ce candidat présentera un autre visage de la gauche guadeloupéenne, c'est à dire le visage d'une gauche qui refuse d'être soumise à la gauche française au pouvoir.

Envoyez vos chèques à l'ordre de « Actions Réflexions Socialistes » ou ARS, à l'adresse du Journal.

Nous publions ci-dessous le communiqué de Lutte Ouvrière, organisation trotskyste française dirigée par Arlette Laguiller.

COMMUNIQUÉ

Une première liste des candidates et des candidats que présente Lutte Ouvrière aux élections législatives du 14 juin 1981.

Comme elle l'a annoncé dans un précédent communiqué, Lutte Ouvrière présentera 160 candidats lors des prochaines élections législatives.

Nous communiquons ci-joint une première liste de 80 noms ainsi que les circonscriptions où ils seront candidats.

Lutte Ouvrière présente ces candidats pour que les électeurs qui le souhaitent puissent envoyer au Parlement des députés incontestablement de gauche, mais qui sauront garder leur franc parler à l'égard de la gauche au pouvoir.

Lutte Ouvrière considère en tout état de cause que voter pour ses candidats est une façon de montrer qu'une partie des travailleurs se méfient de Mitterrand et de ses reniements prévisibles sans pour autant être d'accord avec les perpétuelles volte-face du PCF.

La présence de députés d'extrême-gauche n'affaiblirait pas la gauche à l'Assemblée nationale, puisqu'ils voteraient toutes les mesures favorables à la population laborieuse. Mais elle permettrait de révéler au grand jour toutes les manœuvres et toute les combinaisons qui pourraient se tramer dans cette assemblée contre le peuple.

MORT DE CLAUDE DEGLAS

Claude Deglas, l'un des dirigeants du mouvement nationaliste guadeloupéen est mort le mercredi 2 juin lors d'un grave accident de la route.

Une foule de près d'un millier de personnes assista à ses obsèques ; elle était composée principalement de militants nationalistes mais aussi de militants d'autres organisations qui l'avaient connu.

Militant depuis son plus jeune âge, il fut l'un des premiers animateurs du mouvement étudiant guadeloupéen au sein de « l'Association Générale des Étudiants Guadeloupéens » et l'un des diri-

geants du GONG, organisation nationaliste, qui devait se faire connaître notamment lors du procès qui fut intenté à ses responsables après les massacres de 1967 à Pointe-à-Pitre.

Claude Deglas fut aussi l'un de ceux qui au cours de la guerre d'Algérie refusèrent d'aller combattre le peuple algérien en lutte pour son indépendance. Il s'exila pendant de nombreuses années en Tchécoslovaquie.

A Combat-Ouvrier nous ne partageons pas les points de vue du Mouvement Nationaliste Guadeloupéen et ne partageons donc pas celle de Claude Deglas,

sur bien des points, en particulier le rôle dirigeant que veulent assigner, les dirigeants de ce mouvement à la petite bourgeoisie guadeloupéenne dans la lutte contre le colonialisme et le manque de démocratie au sein de toutes les organisations contrôlées par eux.

Cependant, nous saluons en Claude Deglas le militant qui refusa de se plier au système colonial, en particulier, en refusant d'aller participer à la boucherie colonialiste en Algérie, malgré la répression, les poursuites, les tracasseries dont il fut victime.

DECLARATION DE LOUIS MAUGEE

SUITE DE LA PAGE 1

3) POUR DE VRAIS CHANGEMENTS, IL FAUT PRENDRE AUX RICHES.

Quelques mesures sociales annoncées sont les bienvenues pour la population laborieuse qui dépend des allocations pour sa vie quotidienne, ne sauraient constituer en elles-mêmes de véritables changements et de véritables améliorations pour les travailleurs et les pauvres de ce pays.

Pour que de tels changements aient lieu, il faut s'en prendre aux biens des riches.

Les travailleurs qui ont été à l'origine des « LIP Martiniquais » comme dit Césaire en parlant des travailleurs des usines du Lareinty et d'Antilles-Plastique, n'ont pas attendu l'arrivée d'un gouvernement de gauche pour faire fonctionner les usines fermées par les patrons. Leur exemple doit être généralisé.

Mais il faut aller plus loin. Il faut saisir les terres actuellement détenues par une poignée de gros propriétaires, et les mettre à la disposition des paysans pauvres et des ouvriers agricoles. Il faut redistribuer à ceux qui les ont créées les richesses accumulées dans les coffre-forts des banques. Il faut s'en prendre aux propriétés des capitalistes : transports, grands hôtels, industries, bâtiment, import-export, commerce... qui ne fonctionnent que grâce au travail de milliers d'ouvriers et d'employés.

Ce n'est qu'en s'attaquant aux richesses accumulées par les exploiters et les riches sur le dos des travailleurs et des pauvres que ces derniers verront leur situation s'améliorer.

Or force est de constater que ni M. Emmanuelli, ni Mitterrand, ni Césaire, ne proposent ce programme aux pauvres et aux travailleurs. Ils nous demandent tous d'attendre que le gouvernement Mitterrand se charge de promulguer quelques mesures sociales limitées acceptables par les capitalistes et qui ne remettent pas en cause leurs biens et leurs possessions.

NOU KOUTE, NOU TRAVAY, JODLA NOU KA PALÉ

Nous publions le dernier communiqué du GAOULE qui est une organisation indépendantiste guyanaise. Le GAOULE s'était déjà signalé il y a plusieurs mois en revendiquant une série d'attentats à la dynamite, des incendies et autres actions terroristes contre les symboles de l'oppression coloniale à la Guyane.

Guidé par le double impératif de :
1 - Répondre au besoin de compréhension du peuple guyanais des événements qu'il vit depuis 20 mois.
2 - Enlever au courant réformiste (partis et organisations politiques) et aux petits-bourgeois inorganisés, le droit usurpé d'interpréter un combat qu'ils renient ou manipulent, mais dont ils profitent tous :
• les premiers en le brandissant comme menace dans leurs négociations avec le pouvoir français ;
• les seconds en le minimisant et en le discréditant avec l'illusion qu'ils se réhabilitent, alors qu'ils se condamnent aux yeux du peuple ;
GAOULE (Mouvement national de libération de la Guyane) a décidé de verser une nouvelle pièce au dossier qu'il livre au jugement de ce peuple qui, aujourd'hui encore, sait fournir aux exigences de l'Histoire ses fils et ses filles les plus déterminés.

Voilà donc les synthèses géographiques et économiques des actions menées par GAOULE dans la guerre du harcèlement qu'il livre au colonialisme français depuis septembre 1979.

Voilà également un extrait du dossier d'instruction/rapport de gendarmerie de l'enquête sur l'attentat du dépôt Shell à Kourou. Pièce à conviction pour ceux qui

4) « IL N'EST PAS DE SAUVEUR SUPRÊME »... « PRODUCTEURS, SAUVONS-NOUS NOUS-MÊMES » (PAROLES DE L'INTERNATIONALE).

Pour que les travailleurs et les pauvres aient la garantie que leurs intérêts soient défendus, il faut qu'ils les défendent eux-mêmes.

Les travailleurs et les pauvres doivent refuser ce paternalisme de gauche qui, à l'égal de celui de la droite, veut faire d'eux des spectateurs et non des acteurs de leur propre histoire.

M. Emmanuelli parle de « la possibilité » d'accéder à la dignité et à la responsabilité », les pauvres et les travailleurs ne doivent pas attendre passivement d'un homme providentiel un changement à leur sort, mais bien prendre eux-mêmes leur sort en main. Et c'est bien en vérité ce que redoutent le plus ceux qui les invitent à la passivité et à l'attente, c'est-à-dire les politiciens de la gauche française et martiniquaise.

C'est pourquoi j'invite tous les travailleurs et les pauvres qui veulent :

— Renvoyer à la face d'Elize ses mensonges et ses tromperies,

— Dire à Césaire-Mitterrand qu'ils refusent leur paternalisme, et qu'ils n'ont pas besoin d'un père ou d'un tuteur, même de gauche, pour s'occuper de leurs affaires (défendre leurs intérêts),

— Dire qu'ils ne sauraient se contenter des quelques mesures sociales accordées comme des miettes par le gouvernement, et que pour de vrais changements il faut s'en prendre aux riches,

A voter pour ma candidature au Premier tour. Car en votant pour un travailleur comme eux, les travailleurs et les pauvres diront tout cela.

Ils diront leur dégoût et leur refus de la droite menteuse, mais aussi leur méfiance des hommes de gauche et de leur paternalisme affiché vis-à-vis d'eux.

Ils diront enfin qu'ils ne comptent que sur leurs luttes pour de véritables améliorations à leur sort.

Ils enverront au Parlement un travailleur comme eux qui fera entendre leur voix au nouveau gouvernement et les préviendra de tous les mauvais coups qui se préparent contre eux.

veulent encore s'abriter derrière les fantômes de Justice, Légalité, Egalité... Dans une colonie !

Panga ! Fransé a doumandé « permant », mé i po ko di « léwé » !

GAOULE rappelle qu'il est une **organisation politique** qui s'est donné les **moyens militaires** de combattre le colonialisme français.

Compte tenu de l'évolution de la situation politique en France, et des faux espoirs inoculés au peuple guyanais par les antennes du PSF en Guyane, GAOULE a décidé d'observer l'évolution de la situation politique en Guyane, afin de porter sa contribution à la compréhension d'événements réels.

Mais GAOULE réaffirme d'ores et déjà :

- Que la libération de la Guyane viendra de la lutte du peuple guyanais.

- Que seule une émancipation bâtarde pourra être obtenue par négociation avec le pouvoir français qui, quelle que soit sa famille politique, devra satisfaire les besoins et servir les intérêts de l'Etat français (à preuve, les déclarations en Guyane des délégués du PSF, Mauroy et Pourchon).

- Qu'en conséquence, bien qu'ayant décidé de marcher au rythme du peuple, afin de découvrir et de démontrer ensemble la nullité des actuels espoirs post-électorales, GAOULE déclare qu'il se réserve de remettre au service de la lutte de libération les moyens militaires qu'il s'est donnés, qu'il se donne et qu'il se donnera jusqu'à la libération totale.

**VIVE LA GUYANE INDÉPENDANTE !
VIVE LA GUYANE LIBRE !**

SUITE DE L'EDITORIAL

morts et des blessés. Et dans les colonies, ce sont des hommes de gauche français qui réprimaient, bombardaient à Madagascar ou en Indochine. C'est sous un gouvernement de gauche que la répression s'élargit et devint une véritable guerre contre le peuple algérien. C'est un socialiste qui était résident (gouverneur) de l'Algérie pendant la période où l'on torturait à Alger. Guy Mollet était alors chef de gouvernement !

Alors ce qu'ils ont fait dans le passé ils peuvent le refaire.

C'est bien pourquoi le gouvernement Mitterrand vient déjà de dire qu'il ne considérerait pas qu'il y ait un problème colonial ici. Pas de problème de statut ! Le tour est joué ! Les socialistes français sont généreux ! Ils veulent imposer à d'autres peuples leur gouvernement éclairé. Mais si ces peuples veulent s'éclairer de leur propre lumière, ils n'hésiteront pas à réprimer.

Le fait que le gouvernement n'ait pas voulu prendre à son compte la répression de l'ancien gouvernement ne signifie nullement qu'il n'a pas ouvert son propre compte ! Il réprimera lui quand il le jugera nécessaire.

Mais puisqu'il dit vouloir le changement, les travailleurs doivent s'engager dans la voie du changement tel que eux le conçoivent et le veulent. On verra alors ce que sera la réaction du gouvernement.

Mais pour aller dans cette voie, il faut garder sa méfiance ou la faire naître. Les hommes politiques au pouvoir ne sont pas des représentants de la classe ouvrière et des pauvres. Ils n'ont aucune raison de faire une politique qui soit conforme aux intérêts des travailleurs.

Si une fois ou l'autre ils ont une conduite ou prennent une mesure favorable aux travailleurs, eh bien il s'agira de la soutenir. En particulier contre la droite trop réactionnaire

pour admettre la moindre mesure favorable aux couches pauvres de la population.

Ainsi si le SMIC est augmenté de 10 %, ce qui est bien pour tous ceux qui vivent de salaires à ce niveau - et c'est la majorité en Martinique et en Guadeloupe.

Mais alors plusieurs questions se posent : pourquoi le SMIC antillais n'est-il pas purement et simplement aligné sur le SMIC français ? 10 %, cela peut paraître une bonne augmentation, mais tout dépend ensuite de la fréquence des nouvelles hausses. A quand donc les prochains 10 % Car les prix eux continuent de monter !

La méfiance consiste à poser ces questions et à faire savoir qu'on tient aux réponses, et aux bonnes réponses.

Au cours des élections qui sont en cours, bien des travailleurs pourront montrer cette méfiance tout en votant à gauche, tout en condamnant la politique de droite.

Ils pourront le faire en votant le plus à gauche possible.

Un tel vote pour des candidats de Combat-Ouvrier sera un vote à gauche mais un vote pour des représentants qui pourront critiquer le gouvernement tout en soutenant ce qui sera favorable aux travailleurs. Des députés de Combat-Ouvrier pourront critiquer le gouvernement et avertir les travailleurs de ce qui se tramerait contre eux parce qu'ils sont libres de toute attache avec ce gouvernement. Nous, Combat-Ouvrier, n'y avons pas d'amis ou de camarades ministres et nous ne faisons pas partie de « la majorité présidentielle ».

Nous sommes aux côtés des travailleurs et de nos peuples pour attirer leur vigilance, pour qu'ils défendent plus efficacement leurs intérêts face à ce gouvernement aujourd'hui de gauche tout comme nous le faisons hier face à celui de droite.

RAID ISRAËLIEN SUR UNE CENTRALE NUCLÉAIRE IRAKIENNE

Des avions de combat israéliens ont bombardé une centrale nucléaire irakienne. Cette centrale a été, si l'on en croit la presse, entièrement mise hors d'usage. Il s'agissait d'une usine achetée en France et montée par des techniciens français.

Israël justifie son intervention armée par la crainte de voir un pays arabe se doter, par le biais de la centrale, de l'arme nucléaire. On sait en effet que la possession d'une centrale nucléaire, destinée en principe à la fourniture d'électricité, est le premier pas pour construire une bombe atomique.

La centrale permet en effet de fabriquer le plutonium nécessaire à la fabrication de la bombe atomique la plus simple.

Comme on le voit, un Etat n'a pas hésité à passer par-dessus les prétendues conventions, droits et principes internationaux pour aller, à la façon de n'importe quel terroriste « international » régler à coups de bombes son problème.

Les Etats bourgeois aiment invoquer de tels principes quand ceux qui s'attaquent à eux ou croient s'attaquer à leur puissance utilisent le terrorisme ou la violence. Mais l'Etat d'Israël est bien la parfaite illustration que « l'Etat c'est des bandes d'hommes armés ».

Alors hypocritement, tout le beau monde des moralistes bourgeois et les défenseurs de ses principes déversent leur indignation. Mais ce qui les ennuie surtout, c'est que après tout Israël est un petit pays qui a tout fait comme un grand.

Américains et Français ont protesté, « sont embarrassés » etc. Mais les grandes puissances sont surtout gênées de voir les petits jouer leur propre jeu dans les parties sanglantes qui sont en cours dans le monde.

D'ailleurs, comment les grandes puissances pourraient-elles faire la leçon à Israël ? Eux, ils font encore plus et en

plus grand, et avec plus de « résultats » qu'Israël. Les impérialistes américains ont écrasé le Viet-Nam et le Cambodge sous leurs bombes ; les bureaucrates russes ont écrasé la Hongrie et la Tchécoslovaquie, et aujourd'hui interviennent en Afghanistan et menacent les Polonais de leurs foudres.

Alors Israël ne peut nullement être « moralement » gêné. Les réactions de désapprobation ne peuvent en rien l'affecter.

Et probablement, Israël s'attendait à ce genre de réaction. Il sait aussi que dans l'état actuel de la politique mondiale, il ne craint pas grand chose à agir ainsi. Sauf de voir grandir encore un peu plus contre lui la haine des peuples arabes qui vivent tout autour de lui. Un jour ou l'autre, une telle haine constituera pour les grandes puissances un atout contre Israël, si celles-ci changent de politique dans la région.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728